



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

---

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

## **Feuilleton et préavis**

**de l'Assemblée**

**Le mercredi 27 avril 2022 – N° 52**

*Neuf heures quarante*

**Président de l'Assemblée nationale :**  
**M. François Paradis**

---



## Partie 1

### AFFAIRES COURANTES

#### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Masson sur le sujet suivant : *L'implication de nos écoles pour l'Ukraine.*
- La députée de Vaudreuil sur le sujet suivant : *Souligner le départ à la retraite de M. Raymond Malo.*
- Le député de Vanier-Les Rivières sur le sujet suivant : *Souligner la Semaine de l'action bénévole.*
- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Hommage aux aînés de Laval-des-Rapides et à tous ceux qui contribuent à leur bien-être.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *Les médailles du lieutenant-gouverneur décernées le samedi 23 avril 2022 à Saint-Jean-sur-Richelieu.*
- La députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue sur le sujet suivant : *Souligner les efforts de Mme Rebecca Perron dans l'accueil des réfugiés ukrainiens à Rouyn-Noranda.*
- La députée de Huntingdon sur le sujet suivant : *9<sup>e</sup> Gala Agristars de la grande Montérégie 2022 : prix reconnaissance d'engagement à cinq agriculteurs.*
- Le député des Îles-de-la-Madeleine sur le sujet suivant : *Félicitations à M. Eloi Cummings, finaliste de Star Académie.*
- Le député de Maskinongé sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Claire Maillette.*
- La députée de Jean-Talon sur le sujet suivant : *Les récipiendaires des Prix de la députée de Jean-Talon, dans le cadre de la Semaine de l'action bénévole 2022.*

**DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES**

**PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI**

**DÉPÔTS**      a)      **documents**  
                  b)      **rapports de commissions**  
                  c)      **pétitions**

**RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS**

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE  
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

**QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES**

**VOTES REPORTÉS**

**MOTIONS SANS PRÉAVIS**

**AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS**

**RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE**

## Partie 2

### AFFAIRES DU JOUR

### AFFAIRES PRIORITAIRES

### DÉBATS D'URGENCE

### DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

### AUTRES AFFAIRES

#### I. Projets de loi du gouvernement

##### *Adoption du principe*

- 1) Projet de loi n° 18  
Loi modifiant diverses dispositions en matière de sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues  
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **8 décembre 2021**
- 2) Projet de loi n° 19  
Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **3 décembre 2021**
- 3) Projet de loi n° 27  
Loi modifiant principalement certaines lois instituant des régimes de retraite du secteur public  
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le **24 mars 2022**
- 4) Projet de loi n° 28  
Loi visant à mettre fin à l'état d'urgence sanitaire  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 16 mars 2022  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 12 avril 2022  
Reprise du débat ajourné au nom du député de Jacques-Cartier le **14 avril 2022**

- 5) Projet de loi n° 30  
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État  
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**
- 6) Projet de loi n° 32  
Loi sur la liberté académique dans le milieu universitaire  
Présenté par la ministre de l'Enseignement supérieur le **6 avril 2022**
- 7) Projet de loi n° 34  
Loi visant à améliorer l'accès à la justice en bonifiant l'offre de services juridiques gratuits ou à coût modique  
Présenté par le ministre de la Justice le **12 avril 2022**

*Étude détaillée en commission*

- 8) Projet de loi n° 2  
Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil  
Présenté par le ministre de la Justice le 21 octobre 2021  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 7 décembre 2021  
Principe adopté le **1<sup>er</sup> février 2022**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions
- 9) Projet de loi n° 4  
Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives  
Présenté par le ministre des Finances le 26 octobre 2021  
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 1<sup>er</sup> février 2022  
Principe adopté le **2 février 2022**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 10) Projet de loi n° 9  
Loi sur le protecteur national de l'élève  
Présenté par le ministre de l'Éducation le 23 novembre 2021  
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 1<sup>er</sup> février 2022  
Principe adopté le **3 février 2022**, et  
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

- 11) **Projet de loi n° 12**  
Loi visant principalement à promouvoir l'achat québécois et responsable par les organismes publics, à renforcer le régime d'intégrité des entreprises et à accroître les pouvoirs de l'Autorité des marchés publics  
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 3 février 2022  
Principe adopté le 17 février 2022, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques  
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le **22 mars 2022**
- 12) **Projet de loi n° 23**  
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs  
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019  
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 13) **Projet de loi n° 29**  
Loi visant à faciliter le déroulement des prochaines élections générales au Québec  
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Réforme électorale le 23 mars 2022  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 6 avril 2022  
Principe adopté le **7 avril 2022**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions
- 14) **Projet de loi n° 39**  
Loi établissant un nouveau mode de scrutin  
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020  
Principe adopté le **8 octobre 2020**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions

*Prise en considération de rapports de commissions*

- 15) Projet de loi n° 11  
Loi visant à augmenter l'offre de services de première ligne par les médecins omnipraticiens et à améliorer la gestion de cette offre  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 11 novembre 2021  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 8 février 2022  
Principe adopté le 10 février 2022  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux déposé le **26 avril 2022**
- 16) Projet de loi n° 22  
Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions  
Présenté par le ministre des Transports le 9 février 2022  
Principe adopté le 17 février 2022  
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 17 mars 2022  
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement déposé le **13 avril 2022** (amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)
- 17) Projet de loi n° 96  
Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français  
Présenté par le ministre responsable de la Langue française le 13 mai 2021  
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 21 octobre 2021  
Principe adopté le 4 novembre 2021  
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation déposé le **26 avril 2022** (amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

*Adoption*

**II. Projets de loi publics au nom des députés**

*Adoption du principe*

- 18) Projet de loi n° 190  
Loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives afin de renforcer la protection de la langue française  
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **11 novembre 2021**



- 19) Projet de loi n° 191  
Loi encadrant la distribution d'articles publicitaires  
Présenté par la députée de Mercier le **11 novembre 2021**
- 20) Projet de loi n° 192  
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec  
comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction  
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 21) Projet de loi n° 193  
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à  
l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse  
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 22) Projet de loi n° 194  
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux  
changements climatiques  
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 23) Projet de loi n° 195  
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du  
droit au paiement des frais d'une assistance  
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 24) Projet de loi n° 196  
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre  
Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes  
âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale  
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 25) Projet de loi n° 198  
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles  
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 26) Projet de loi n° 199  
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit  
d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et  
l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement  
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**

- 27) Projet de loi n° 390  
Loi prévoyant la suspension temporaire du droit d'augmenter le loyer d'un bail de logement  
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 novembre 2021**
- 28) Projet de loi n° 392  
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 29) Projet de loi n° 393  
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**
- 30) Projet de loi n° 394  
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes  
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 octobre 2021**
- 31) Projet de loi n° 395  
Loi instituant le Fonds de transition juste  
Présenté par le député de Jonquière le **28 octobre 2021**
- 32) Projet de loi n° 396  
Loi pour une meilleure qualité de l'air  
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 octobre 2021**
- 33) Projet de loi n° 397  
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal  
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 34) Projet de loi n° 398  
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**

- 35) Projet de loi n° 399  
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès  
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 36) Projet de loi n° 490  
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois  
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le  
**26 septembre 2019**
- 37) Projet de loi n° 491  
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire  
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le  
**12 novembre 2020**
- 38) Projet de loi n° 493  
Loi sur l'interculturalisme  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 39) Projet de loi n° 494  
Loi interdisant les activités d'exploration et de production d'hydrocarbures  
Présenté par le député de Jonquière le **2 décembre 2021**
- 40) Projet de loi n° 495  
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine  
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**
- 41) Projet de loi n° 496  
Loi sur le directeur parlementaire du budget  
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**
- 42) Projet de loi n° 497  
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés  
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**
- 43) Projet de loi n° 499  
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans le processus budgétaire  
Présenté par la députée de Mercier le **24 février 2022**

- 44) Projet de loi n° 590  
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d’instaurer la gratuité des services d’enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec  
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**
- 45) Projet de loi n° 591  
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l’accès à un emploi ou à un poste la connaissance d’une langue autre que la langue officielle  
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**
- 46) Projet de loi n° 592  
Loi modifiant la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec afin d’accroître la présence du drapeau du Québec  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **11 juin 2021**
- 47) Projet de loi n° 593  
Loi modifiant l’âge requis pour posséder la qualité d’électeur  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **10 juin 2021**
- 48) Projet de loi n° 594  
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux  
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**
- 49) Projet de loi n° 595  
Loi créant le registre des loyers  
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**
- 50) Projet de loi n° 596  
Loi instituant Pharma-Québec  
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**
- 51) Projet de loi n° 597  
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale  
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**

- 52) Projet de loi n° 598  
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d'un permis d'alcool de restaurant pour vendre  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**
- 53) Projet de loi n° 599  
Loi visant le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre  
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**
- 54) Projet de loi n° 690  
Loi promouvant les investissements socialement responsables  
Présenté par le député de René-Lévesque le **9 décembre 2021**
- 55) Projet de loi n° 691  
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec  
Présenté par le député de Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**
- 56) Projet de loi n° 692  
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent  
Présenté par le député de Marquette le **21 octobre 2020**
- 57) Projet de loi n° 693  
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **22 octobre 2020**
- 58) Projet de loi n° 694  
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'un emploi supérieur  
Présenté par le député de René-Lévesque le **10 juin 2021**
- 59) Projet de loi n° 695  
Loi visant à fixer une norme pour la concentration maximale de manganèse dans l'eau potable  
Présenté par la députée de Vaudreuil le **9 décembre 2020**
- 60) Projet de loi n° 696  
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d'Arthabaska par Arthabaska-L'Érable  
Présenté par le député d'Arthabaska le **7 décembre 2021**

- 61) Projet de loi n° 697  
Loi visant à renforcer la divulgation d’actes répréhensibles et la protection des lanceurs d’alerte  
Présenté par le député de Jonquière le **17 mars 2021**
- 62) Projet de loi n° 698  
Loi limitant temporairement les frais de services de commande en ligne et de livraison de repas pouvant être exigés des restaurateurs  
Présenté par le député de Nelligan le **18 février 2021**
- 63) Projet de loi n° 699  
Loi favorisant l’intégration des personnes immigrantes en prévoyant l’organisation de cérémonies d’accueil pour les nouveaux arrivants  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **1<sup>er</sup> avril 2021**
- 64) Projet de loi n° 790  
Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d’œuvre dans l’industrie de la construction afin d’équilibrer les rapports de force  
Présenté par le député d’Hochelaga-Maisonneuve le **15 avril 2021**
- 65) Projet de loi n° 791  
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille travail notamment dans les établissements d’enseignement supérieur  
Présenté par le député d’Hochelaga-Maisonneuve le **30 septembre 2021**
- 66) Projet de loi n° 792  
Loi renforçant la transparence des conseils municipaux  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **14 avril 2021**
- 67) Projet de loi n° 794  
Loi modifiant la Loi sur l’Institut de la statistique du Québec afin de favoriser la production et la circulation des informations statistiques  
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **21 avril 2021**
- 68) Projet de loi n° 795  
Loi visant à faciliter l’accès du vérificateur général aux documents et aux renseignements nécessaires à l’exercice de ses attributions  
Présenté par le député de Rosemont le **14 avril 2022**

- 69) Projet de loi n° 796  
Loi sur l'Agence des infrastructures de transport du Québec  
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **1<sup>er</sup> juin 2021**
- 70) Projet de loi n° 797  
Loi modifiant la Loi sur les sociétés par actions afin d'y intégrer l'entreprise à mission  
Présenté par le député de Robert-Baldwin le **26 mai 2021**
- 71) Projet de loi n° 798  
Loi visant à limiter de manière permanente le montant de certains frais exigibles d'un restaurateur lorsqu'il retient les services de livraison d'un tiers  
Présenté par la députée de Mercier le **3 décembre 2021**
- 72) Projet de loi n° 799  
Loi sur le droit à la déconnexion  
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **10 décembre 2021**
- 73) Projet de loi n° 890  
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l'aide financière aux études  
Présenté par le député de Bonaventure le **27 mai 2021**
- 74) Projet de loi n° 892  
Loi visant à élargir le droit d'un locataire de faire fixer le loyer et de faire modifier d'autres conditions du bail par le Tribunal administratif du logement  
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **24 février 2022**
- 75) Projet de loi n° 893  
Loi facilitant la mise en marché des produits des microdistillateurs et des microbrasseurs québécois  
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda-Témiscamingue le **10 juin 2021**
- 76) Projet de loi n° 894  
Loi interdisant la recherche et la production d'hydrocarbures  
Présenté par la députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques le **16 septembre 2021**

- 77) Projet de loi n° 896  
Loi modifiant la Loi électorale afin de favoriser la parité entre les femmes et les hommes dans les candidatures au sein des partis politiques lors d'une élection générale  
Présenté par le député de LaFontaine le **7 octobre 2021**
- 78) Projet de loi n° 897  
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde  
Présenté par le député de LaFontaine le **29 septembre 2021**
- 79) Projet de loi n° 898  
Loi modifiant la Loi sur la santé publique afin de changer le mode de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence sanitaire  
Présenté par la députée d'Iberville le 6 octobre 2021  
Reprise du débat ajourné au nom du député de Saint-Jean le **9 février 2022**

*Étude détaillée en commission*

- 80) Projet de loi n° 197  
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens  
Présenté par le député de Chomedey le 9 avril 2019  
Principe adopté le **13 avril 2021**, et  
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 81) Projet de loi n° 391  
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière  
Présenté par le député de Jonquière le 30 mai 2019  
Principe adopté le **12 avril 2022**, et  
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 82) Projet de loi n° 793  
Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec  
Présenté par la députée d'Argenteuil le 26 mai 2021  
Principe adopté le **10 juin 2021**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*



### **III. Projets de loi d'intérêt privé**

*Consultation et étude détaillée en commission*

- 83)** Projet de loi n° 217  
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal  
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et  
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

*Adoption du principe*

*Adoption*

### **IV. Motions du gouvernement**

### **V. Crédits budgétaires**

- 84)** Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2023 déposés par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 22 mars 2022 et renvoyés pour étude aux commissions permanentes le **23 mars 2022**.

### **VI. Débats statutaires**

## **AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION**

Partie 3

**PROJETS DE LOI ADOPTÉS**

*(Projets de loi non sanctionnés)*

## Partie 4

### TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

#### COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

#### COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

##### **Mandat règlementaire**

- Audition du ministère de l'Économie et de l'Innovation sur sa gestion administrative et ses engagements financiers;
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 2 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Écofiscalité, écoconditionnalité et écoresponsabilité pour une économie verte et responsable »;
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation sur le chapitre 3 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Conservation des ressources en eau »;
- Audition du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration sur sa gestion administrative et sur ses engagements financiers;
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique;
- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion et sur ses engagements financiers.

#### COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

##### **Mandat de l'Assemblée**

- Étude du Plan stratégique 2022-2026 d'Hydro-Québec (mandat confié le 24 mars 2022).

## COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 9**, Loi sur le protecteur national de l'élève (mandat confié le 3 février 2022).

### **Mandat conféré par une loi**

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

## COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 217**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 20 octobre 2021).

## COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 4**, Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives (mandat confié le 2 février 2022).
- **Projet de loi n° 12**, Loi visant principalement à promouvoir l'achat québécois et responsable par les organismes publics, à renforcer le régime d'intégrité des entreprises et à accroître les pouvoirs de l'Autorité des marchés publics (mandat confié le 17 février 2022).
- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 20 octobre 2021).

## COMMISSION DES INSTITUTIONS

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 2**, Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil (mandat confié le 1<sup>er</sup> février 2022).
- **Projet de loi n° 29**, Loi visant à faciliter le déroulement des prochaines élections générales au Québec (mandat confié le 7 avril 2022).
- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 20 octobre 2021).
- **Projet de loi n° 793**, Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec (mandat confié le 20 octobre 2021).

### **Mandat conféré par une loi**

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

## COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 197**, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens (mandat confié le 20 octobre 2021).

## COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

## COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 391**, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière (mandat confié le 12 avril 2022).

## Partie 5

### QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent  
au Feuilleton du mercredi*

- 78) M. LeBel (Rimouski) – **22 mars 2022**  
Au gouvernement

Dans les années 1990, les compagnies pétrolières se sont livrées à une concurrence féroce. On pouvait alors faire le plein pour 0,40 \$ le litre, quelque chose de difficile à imaginer aujourd'hui, alors qu'il faut payer presque cinq fois plus, selon les régions. Cette guerre de prix a entraîné la fermeture de nombreuses stations d'essence indépendantes, réduisant d'autant les possibilités de concurrence dans certains marchés, notamment dans ma circonscription, Rimouski.

À terme, cela a laissé une multitude de stations d'essence abandonnées. Seulement à Rimouski, qui compte 50 000 habitants, une bonne demi-douzaine de ces installations encombrant notre paysage, en plein centre-ville ou aux abords d'artères très fréquentées, dont la route 132 qui longe le fleuve.

Qui plus est, rien n'oblige l'exploitant d'une station d'essence – la plupart du temps, une compagnie pétrolière très rentable – à décontaminer les terrains qu'il détient ou qu'il loue, et ce, même si pendant des années, il y a tenu des activités très lucratives, mais polluantes. Nous nous retrouvons donc dans la situation où des entreprises très prospères peuvent lever le camp sans avoir à assumer quelque responsabilité que ce soit envers l'environnement.

Elles laissent ensuite pourrir les immeubles qui ne leur servent plus, léguant à un éventuel prochain propriétaire ou locataire le soin de décontaminer les sols empreints d'hydrocarbures. On devine que les acquéreurs potentiels ne se ruent pas au portillon, ce qui fait que non seulement nous subissons la pollution en toute impunité de notre environnement urbain, mais aussi souterrain, souvent pendant de très longues années. Je peux d'ailleurs indiquer un tel emplacement dans ma circonscription, qui se trouve abandonné depuis au moins trois décennies.

D'autre part, il ne semble pas exister de registre des stations d'essence laissées à l'abandon sur le territoire québécois que nous pourrions consulter. Avec l'électrification attendue du parc d'automobile, ce phénomène devrait prendre de l'ampleur. Il faut donc s'en préoccuper maintenant.

Voici ma question :

Le gouvernement s'engage-t-il à légiférer pour mettre un frein à l'abandon sauvage des stations d'essence et à obliger les propriétaires ou locataires de ces installations à les démanteler et à décontaminer les terrains avant la conclusion de toute transaction et dans un délai d'un an de la fermeture?

82) M. Leitão (Robert-Baldwin) – **29 mars 2022**

Au ministre des Finances

À la suite d'un travail journalistique rigoureux de la part de Maxime Bergeron du quotidien *La Presse*, nous apprenions l'apparition de quelque 270 guichets automatiques de cryptomonnaie au Québec dans les dernières années.

Ces guichets constituent un vecteur de choix pour le blanchiment d'argent, notamment en raison de la confidentialité qu'ils offrent, la capacité de transformer de petites coupures en cryptomonnaie anonymement, ainsi qu'en vertu de l'encadrement encore inadéquat de cette nouvelle réalité. Sans surprise, il fait état de liens entre un acteur important de cette industrie et les milieux criminalisés.

Nous apprenions entre autres que Revenu Québec, qui est chargé de délivrer les permis pour ce type de guichets, ignorait combien de guichets se trouvent sur le territoire de la province.

En réaction aux divers articles à ce sujet, le gouvernement a reconnu qu'il fallait faire mieux.

Est-ce que le ministre peut nous dire quelles actions sont en cours afin d'encadrer adéquatement les guichets automatiques de cryptomonnaies et quel échéancier a été donné à Revenu Québec pour agir?

84) Mme Maccarone (Westmount–Saint-Louis) – **30 mars 2022**

Au ministre de la Justice

Un récent sondage Léger Marketing commandé par la Fondation Émergence révèle des constats troublants sur le harcèlement au travail dont sont victimes les personnes LGBTQ+.

Alors que ce sont 35 % des Québécois qui ont subi au moins une situation de harcèlement psychologique ou sexuel dans les dernières années, ce qui est déjà une proportion très inquiétante, ce sont 65 % des personnes LGBTQ+ sondées qui ont révélé avoir subi ce même traitement.

Les personnes LGBTQ+ ont d'ailleurs été plus nombreuses à recevoir des avances non désirées, à faire l'objet de blagues offensantes ou à subir des insultes et de la moquerie. Pire encore, pour le tiers des personnes LGBTQ+ sondées, le harcèlement vécu au travail était si pénible qu'elles ont quitté leur emploi ou ont songé à le faire.

Ces comportements illustrent avec douleur tout le chemin qui demeure à parcourir pour l'édification d'une société toujours plus inclusive.

En réponse à ces situations intolérables, la Fondation Émergence a lancé une formation bonifiée axée sur la prévention du harcèlement et l'inclusion des personnes LGBTQ+ en milieu de travail, en partenariat avec le Conseil du patronat du Québec et la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail. Il s'agit d'un premier pas, mais d'autres actions doivent suivre pour enrayer ce fléau.

Est-ce que le ministre peut nous indiquer comment il accueille le sondage? Est-ce que le ministre peut nous indiquer quelles sommes sont dévolues à l'initiative de la Fondation Émergence? Et finalement, est-ce que le ministre peut nous indiquer si le gouvernement prévoit mettre de l'avant de nouvelles mesures pour favoriser des milieux de travail exempts de harcèlement envers les personnes LGBTQ+?

85) M. Fortin (Pontiac) – **5 avril 2022**  
Au ministre des Transports

La MRC de Rouville en Montérégie a récemment publié un communiqué de presse pour dénoncer la lourdeur administrative du ministère des Transports, qui compromet notamment des projets locaux appréciés et attendus des citoyens.

À titre d'exemple, le prolongement de la Route des champs, une piste cyclable très prisée entre Marieville et Richelieu, devait s'opérer sur une emprise ferroviaire abandonnée. Ce projet a vu son échéancier initial, prévu pour l'été 2022, être repoussé devant l'incapacité du ministère des Transports à agir promptement dans le dossier.

En mars 2021, la MRC de Rouville avait d'ailleurs signifié au MTQ être en mesure de prendre en charge ces travaux à titre de maître d'œuvre. Depuis, aucune avancée significative ne s'est produite.

Le maire de Sainte-Angèle-de-Monnoir avance même que « si rien ne bouge, l'inauguration du nouveau tronçon, maintenant prévue pour 2023, risque d'avoir lieu alors qu'un pont inclus dans cette portion du tracé n'aura pas encore reçu toutes les autorisations nécessaires à sa reconstruction. »



Est-ce que le ministre peut nous expliquer comment des élus municipaux et régionaux en sont rendus à sortir dans les médias pour dénoncer l'incapacité de son ministère et qu'entend-il faire pour remédier rapidement à la situation pour que les projets attendus des citoyens puissent aller de l'avant?

86) M. LeBel (Rimouski) – **5 avril 2022**  
Au gouvernement

Au Québec, il existe 37 maisons de soins palliatifs qui soignent, bon an mal an, environ 5 000 patients en fin de vie, ainsi que des dizaines de milliers de proches aidants. Les 341 lits de ces organismes à but non lucratif font partie intégrante des lits dédiés aux soins palliatifs dans le réseau, ainsi que des statistiques gouvernementales.

À l'heure où l'on se parle, ces 37 organismes sont pourtant sans aucun contrat de financement ni même addenda, pour assurer leur opération quotidienne. Pourtant, ces milieux de soins vivent exactement les mêmes enjeux de pénurie de main-d'œuvre, d'attraction et de rétention de personnel que le secteur public pour soigner et accompagner les Québécois et Québécoises en fin de vie.

Tenues dans l'attente depuis de nombreux longs mois, alors que les négociations concernant leur convention de financement ont débuté il y a 18 mois maintenant, leur entente de financement annuel avec le MSSS n'est toujours pas réglée et les maisons de soins palliatifs ignorent de quel budget elles disposeront pour payer et attirer du personnel soignant dans leur milieu dans les prochaines années.

Présentement, plus de 80 % des membres de l'Alliance des soins palliatifs du Québec subissent un manque de personnel de l'ordre de 20 % pour les postes d'infirmières, infirmières auxiliaires ou préposés aux bénéficiaires. Alors que les intervenants du MSSS et des CISSS/CIUSSS demandent aux maisons de fin de vie de maintenir leur capacité d'accueil au maximum et leur offre de services gratuits, la pénurie de main-d'œuvre fait en sorte que leur personnel peine à assurer une présence continue essentielle à la qualité de soins.

Qui plus est, en date d'aujourd'hui, les maisons de fin de vie sont donc non seulement sans convention avec le MSSS mais également sans aucun avis de paiement pour le versement, normalement dû au début avril de chaque année. Cette situation les place en état de précarité concernant leurs liquidités disponibles pour payer leur si précieuse main-d'œuvre. Cette situation impose donc aux maisons de se tourner totalement vers la philanthropie de leur milieu afin de survivre aux prochains mois. C'est inadmissible.

Tant qu'elles ne connaîtront pas le montant qui leur sera alloué, les maisons de fin de vie affirment ne pas pouvoir offrir des conditions salariales équivalentes aux échelles du réseau et elles demandent avec raison la conclusion de leur entente de financement.

Ma question : est-ce que le gouvernement va répondre aux demandes des maisons de fin de vie, concernant le rehaussement du financement des maisons et la signature immédiate d'une nouvelle convention de financement?

87) M. LeBel (Rimouski) – **7 avril 2022**  
Au gouvernement

Depuis le début de la pandémie, le gouvernement a reconnu d'une certaine façon l'ampleur de la tâche du personnel du réseau de la santé. Il a accéléré le recrutement de préposés pour tenter de pallier leur rareté et il a accordé aux gens sur le terrain ce qu'on appelle désormais des « primes COVID », que le gouvernement vient d'ailleurs de prolonger jusqu'en mai.

Si l'argent ne peut à lui seul constituer un baume pour des employés surchargés de travail, il donne au moins le signal que le gouvernement se montre conscient des efforts consentis par les travailleuses et travailleurs de la santé.

Or, ces gens ne sont pas les seuls à avoir subi une importante pression supplémentaire dans notre réseau de services publics. Les enseignantes et enseignants ont réalisé de véritables tours de force au cours des 24 derniers mois.

Les profs, comme on les appelle communément, ont dû s'adapter à une multitude de situations inédites avec la pandémie. Cours suspendus dans la dernière ligne droite de l'année scolaire, reprise avec tous les défis entraînés par la mise à niveau nécessaire des élèves après cette interruption, enseignement à distance, enseignement hybride nécessitant là aussi des mises à niveau pour les jeunes qui reviennent à l'école après un séjour à la maison, port du masque obligatoire, port du masque annulé pour redevenir obligatoire, adaptation constante en raison de la fluctuation des cas de COVID-19... la tâche d'enseignant, déjà lourde, s'est alourdie davantage, avec des effets certains sur l'état psychologique des troupes.

Pourtant, malgré ce portrait, malgré le fait qu'ils portent l'avenir du Québec entre leurs mains, les enseignantes et enseignants québécois n'ont obtenu aucune marque de reconnaissance de la part de leur employeur, le gouvernement. Ils méritent bien, eux aussi, au moins une gratification financière.

Voici mes questions :

Le gouvernement reconnaît-il l'alourdissement important de la tâche des enseignantes et enseignants québécois en raison du contexte inouï de la pandémie de COVID-19?

En conséquence de cette situation et en toute cohérence avec le traitement accordé au personnel de la santé, le gouvernement accepte-t-il d'accorder une « prime COVID » au personnel enseignant québécois?

88) Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) – **14 avril 2022**  
À la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation

Dans la section sud de ma circonscription, Sainte-Marie-Sainte-Jacques, on retrouve trois grands sites qui font l'objet de développements immobiliers importants. À terme, on prévoit la construction d'environ 10 000 unités d'habitation sur l'ensemble des terrains de l'ancienne Maison de Radio-Canada, de la Brasserie Molson et du site de la Porte Sainte-Marie, à l'est du Pont Jacques-Cartier. Chacun de ces terrains sera développé dans un horizon de 8 à 12 ans.

Entre 2018 et 2020, un processus rigoureux de consultation publique mené par l'Office de consultation publique de Montréal a alimenté les réflexions de la Ville de Montréal concernant son projet de Programme particulier d'urbanisme (PPU) pour le secteur des Faubourgs, où l'on retrouve ces grands sites. La participation citoyenne a atteint des records. Pour la préconsultation, il s'agissait de plus de 1000 participations, 223 contributions écrites et 58 interventions orales. Puis, près d'une centaine de personnes ont posé plus de 250 questions et la commission a reçu plus de 130 opinions écrites, dont 36 ont fait l'objet d'échanges avec les commissaires lors de la consultation. Ainsi, la Ville de Montréal a accordé des privilèges non négligeables aux promoteurs immobiliers, selon des conditions d'acceptabilité sociale principalement en lien avec le maintien d'une mixité sociale qui passe en grande partie par la construction de logement social, abordable et familial *in situ*.

Au même moment, la Ville de Montréal se dotait du Règlement pour une métropole mixte (RMM), assurant la construction d'un certain pourcentage de logement social dans les grands projets immobiliers. Ce règlement s'applique à deux des trois sites, à savoir les sites de la Brasserie Molson et de la Porte Sainte-Marie.

En ce qui concerne le site de Radio-Canada, un accord de développement encadrant le développement du site avait été négocié et signé par la Ville et les promoteurs dès 2017, soit avant l'entrée en vigueur du RMM. Cet accord, toujours en vigueur, prévoit que 20 % des logements construits sur le site seront des logements sociaux, tandis que 10 % seront des logements abordables. Rappelons qu'un quartier complet, le Faubourg à m'lasse, a été détruit pour permettre la construction de la Maison de Radio-Canada, à la suite de l'éviction de centaines de familles de ce quartier populaire.

En bref, alors que les familles du quartier Centre-Sud font face à une crise du logement sans précédent, les besoins sont énormes en matière de logement social. En plus des listes d'attentes interminables de l'Office d'habitation municipal de Montréal, le Comité logement Ville-Marie dénombre plus de 1000 ménages sur sa liste d'attente pour du logement social. Heureusement, les trois promoteurs immobiliers se sont engagés à construire *in situ* leur part de logement social respectif, pour un total estimé qui monte à près de 2000 unités de logement social, uniquement pour ce secteur.

Ma question :

Considérant l'ampleur des besoins en logement social et le contexte favorable, tant au niveau de la ville de Montréal que des promoteurs immobiliers, pour la construction des logements sociaux, est-ce que Madame la ministre peut confirmer que le financement de Québec sera suffisant pour la construction des 2000 unités prévues? De plus, est-ce que Madame la ministre peut nous confirmer le pourcentage de ces logements qui pourront compter sur une subvention du programme Supplément au loyer?

89) M. LeBel (Rimouski) – **14 avril 2022**  
Au gouvernement

Le Québec traverse un épisode inflationniste jamais vu depuis au moins trois décennies. Cela a bien sûr affecté le revenu disponible des citoyens, comme la rentabilité de nombre d'entreprises.

Je m'explique donc très mal comment le ministre des Finances a pu oublier dans son récent budget les nombreuses entreprises qui dépendent directement des carburants fossiles pour fonctionner. Qu'il s'agisse des entreprises de transport ou des producteurs agricoles, tous ne peuvent pas refiler la totalité de la facture supplémentaire de carburant à leurs clients.

Une productrice agricole de ma circonscription m'a confié qu'en une année, sa facture de diesel avait presque triplé! Pour leur part, le prix du carburant frappe de plein fouet les transporteurs. Par exemple, les transporteurs de vrac, souvent des travailleurs-entrepreneurs, ne peuvent augmenter le coût de leurs contrats en conséquence, étant régis par le Recueil des tarifs du ministère des Transports du Québec. Le ministère lui-même reconnaît depuis au moins trois ans que les sommes prévues ne concordaient plus avec la réalité d'avant la pandémie. Imaginez le profond écart qui existe présentement!

Si tous ces entrepreneurs n'obtiennent pas de soutien concernant la hausse vertigineuse du prix du carburant, 2022 mettra leur viabilité à rude épreuve.

Voici ma question :

Le gouvernement s'engage-t-il à proposer du soutien financier à ces entreprises touchées par la hausse des prix du carburant?

- 90) Mme Lessard-Therrien (Rouyn-Noranda–Témiscamingue) – **26 avril 2022**  
Au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Le 3 février dernier, je présentais à l'Assemblée nationale une pétition pour faire arrêter l'utilisation de la bromadiolone au Québec, notamment sur les sites de la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq).

Utilisé pour contrôler les rongeurs, le bromadiolone est un poison hautement toxique. Son utilisation peut entraîner la mort de nombreux animaux tels que les oiseaux de proie. Banni dans plusieurs pays, états et provinces, tels que la France, la Californie et la Colombie-Britannique, ce poison est encore largement utilisé au Québec, alors qu'il existe des méthodes alternatives de contrôle des rongeurs misant sur des répulsifs non toxiques.

La Sépaq a déjà publiquement indiqué avoir pris la décision de ne plus utiliser la bromadiolone pour le contrôle des rongeurs, et qu'elle s'appuiera sur des méthodes sans risque pour la chaîne alimentaire.

Ma question au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques : le ministre a-t-il l'intention d'interdire sur l'ensemble du territoire du Québec l'utilisation de la bromadiolone pour contrôler les rongeurs?

- 91) Mme Ghazal (Mercier) – **26 avril 2022**  
Au ministre de l'Éducation

Le 28 septembre dernier, le CSSDM et la direction de l'école Laurier ont annoncé la décision d'effectuer des rénovations importantes auprès des parents des quelque 500 enfants qui fréquentent une école de quartier de la circonscription de Mercier, l'école Laurier.

J'ai été interpellée par de nombreux parents inquiets pour l'avenir du parcours scolaire de leur enfant, les élus municipaux et le Conseil d'établissement (CÉ) de l'école Laurier. Un comité de parents s'est mobilisé et a lancé une pétition en ligne qui a récolté 361 signatures, demandant des travaux concertés dans le but de préserver la qualité de vie dans leur école de quartier. J'ai eu l'opportunité de remettre cette pétition au ministre en mains propres le 7 décembre dernier au Salon bleu.

Conformément à la Loi sur l'instruction publique (LIP), le CÉ de l'école primaire Laurier a été consulté par le CSSDM concernant la possibilité de modifier l'acte d'établissement. C'est à la suite d'un travail de consultation et de concertation important auprès des parents de l'école Laurier que le CÉ a soumis six recommandations au CSSDM incluses dans une résolution adoptée le 7 décembre 2021. Ces recommandations comportaient, entre autres, d'offrir un service de garde avec point de chute les matins et les soirs dans le quartier. Cette disposition a été retenue à la suite d'un sondage auquel ont répondu 328 parents des 521 élèves. Le sondage a démontré qu'une importante majorité (79 %) souhaitait utiliser un service de garde situé près de l'école Laurier.

Le Plan triennal de répartition et de destination des immeubles 2022-2025 a été adopté le 16 février dernier, officialisant ainsi la délocalisation de l'école Laurier au Centre Lajeunesse (7378 Lajeunesse), soit à 2,8 km de l'école, pour une durée de deux ans. Réuni en CÉ extraordinaire le 14 mars dernier, le CSSDM a présenté les différents scénarios de transport et de service de garde (SDG) aux parents. Cette présentation avait pour objectif de « prendre le pouls » de la communauté, avant de prendre une décision finale. Trois scénarios ont été présentés aux parents : SDG dans le bâtiment transitoire et application de la politique de transport (option 1); SDG de proximité et mise en place de navettes entre le SG et le bâtiment (option 2); SDG transitoire et ajout à la politique de transport (option 3). Le CSSDM a recommandé fortement l'option 1, sans toutefois avoir pris en considération les résultats du sondage selon lesquels 79 % des parents souhaitaient un SDG de proximité (représenté dans l'option 2). Le CSSDM a recommandé d'exclure l'option 2 en évoquant des scénarios catastrophiques de logistique, mais n'a pourtant jamais contacté les élus municipaux pour planifier le transport ni les organismes qui possèdent des locaux voisins de l'école. Bien que l'option 3 ait été exceptionnellement ajoutée par le CSSDM pour satisfaire les besoins de la

communauté de l'école Laurier, celle-ci semble davantage avoir eu l'effet d'inquiéter les parents quant à la sécurité de leurs enfants.

Le CSSDM a alors demandé au CÉ de faire un deuxième sondage concernant les trois options présentées, tout en évoquant que le temps presse et qu'il devient de plus en plus difficile d'organiser de façon concertée et socialement responsable la délocalisation. Des solutions alternatives, notamment deux options supplémentaires, ont rapidement émergé de la communauté. Le CÉ souhaitait les inclure dans le second sondage soumis aux parents, mais le CSSDM a refusé. Il est pourtant bien clair dans la LIP que les parents du conseil d'établissement peuvent consulter l'ensemble des parents de l'école sur tout sujet lié aux services éducatifs. Le CÉ aurait donc pu inclure des options alternatives dans le sondage pour recueillir les besoins des parents, puisque cela fait partie de son mandat.

J'étais moi-même présente au CÉ extraordinaire de l'École Laurier du 14 mars lorsque le Directeur aux services de l'organisation scolaire du CSSDM, M. Mathieu Desjardins, évoquait les « particularités » de l'école Laurier, soit le nombre d'élèves et la localisation centrale. Il ne fait aucun doute que ces « particularités » complexifient considérablement la délocalisation de cette école et qu'il s'avère pertinent de considérer l'ensemble des options alternatives.

Lors de l'adoption de la réforme sur les Commissions scolaires par le gouvernement du Québec en juin 2020, l'objectif clair était de « rapprocher la prise de décision le plus près possible des élèves et des personnes directement impliquées auprès d'eux, et toujours dans leur meilleur intérêt ». Je tiens à souligner la participation importante de plusieurs parents de l'école Laurier aux instances du CSSDM leur étant réservées, étant ces personnes directement impliquées auprès des élèves, en l'occurrence, le CÉ, le comité de parents et lors des séances du conseil d'administration (CA) du CSSDM.

Mes questions au ministre de l'Éducation sont les suivantes :

- En prenant exemple sur le cas de l'école Laurier, le ministre considère-t-il que le mécanisme de délocalisation des écoles est conforme à l'esprit de la réforme de la gouvernance scolaire?
- Considérant que le CA du CSSDM est sous tutelle depuis près d'un an, les équipes du CSSDM sont-elles prêtes à coordonner un projet de cette envergure et de cette complexité?
- Pourquoi le CSSDM a-t-il refusé de prendre en considération le choix de 79 % des parents qui veulent avoir un service de garde à proximité de l'école?

92) M. LeBel (Rimouski) – **26 avril 2022**  
Au gouvernement

La hausse du prix de l'essence déstabilise les budgets de nombreux organismes de ma région. Parmi les conséquences, le Centre d'action bénévole de Rimouski-Neigette (CAB) doit mettre fin à son entente de service d'accompagnement-transport avec le Centre de traitement de l'aide financière de dernier recours dès la fin du mois.

Les discussions avec les autorités concernées afin de rehausser le montant accordé par kilomètre parcouru pour accompagner les bénéficiaires de l'aide de dernier recours (présentement 0,465 \$) n'ont pas donné les résultats escomptés par le Centre d'action bénévole de Rimouski-Neigette. Pour cette raison, le CAB doit malheureusement se retirer de cette entente. Le 30 avril 2022, l'organisme n'offrira plus de service d'accompagnement-transport à la clientèle de l'aide sociale.

Comment peut-on expliquer que le CAB reçoit 0,52 \$ du CISSS pour le raccompagnement des personnes âgées, par exemple, et que pour le raccompagnement des bénéficiaires de l'aide sociale, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale verse plutôt 0,465 \$? Le gouvernement aurait-il une explication?

Quoi qu'il en soit, la fin de l'entente provoquera des effets majeurs pour la santé et la sécurité de nombreux bénéficiaires. Ces personnes doivent être traitées au même titre que les autres qui ont besoin de ce service. Il faut offrir le même montant pour le service d'accompagnement, peu importe la clientèle.

Ma question est la suivante :

Les personnes bénéficiaires de l'aide sociale doivent être traitées avec respect et dignité, c'est pourquoi je demande au gouvernement de revoir les ententes de service d'accompagnement-transport afin que ce soit équitable pour tous. Le gouvernement compte-t-il changer la situation dès maintenant, puisque les bénéficiaires de l'aide sociale seront pris en otage dès le 1<sup>er</sup> mai et que leur santé en souffrira?



Partie 6  
**PRÉAVIS**

**I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS**

**Projets de loi du gouvernement**

- a) 26 avril 2022  
Loi visant à harmoniser et à moderniser les règles relatives au statut professionnel de l'artiste – *ministre de la Culture et des Communications*

**Projets de loi publics au nom des députés**

- b) 24 mars 2022  
Loi visant à favoriser la résolution du conflit entre la municipalité centrale de l'agglomération de Montréal et les autres municipalités liées concernant la formule servant au calcul de leur potentiel fiscal – *députée de Vaudreuil*

**Projets de loi d'intérêt privé**

**II. NOUVEAUX PRÉAVIS**

- aa) Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental – *députée de Verdun*
- bb) Loi concernant La Maison-Alcan et le site patrimonial du Complexe-de-La-Maison-Alcan – *députée de Westmount–Saint-Louis*